

## ELECTIONS LEGISLATIVES DU 21 MARS 1993

**Michel BLONDE**

Maire-Adjoint de Pont de Claix

Suppléant : **Jean LOZIER**

Maire de Susville

*Candidats de Rassemblement  
des Forces de Progrès**présenté par le Parti Communiste Français*

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Que devons nous attendre des élections législatives du 21 Mars prochain ?

A écouter les commentaires politiques qui s'appuient sur la déception légitime de l'électorat engendrée par la politique du Gouvernement, ces élections n'apporteraient rien de neuf, que le retour de la Droite et son programme anti- social.

Notre candidature est un appel au rassemblement de tous ceux qui souhaitent un véritable changement. Il ne faut plus laisser démanteler nos entreprises, plus permettre le jeu des capitaux qui, au nom du traité de Maastricht, conduit à l'éclatement de notre société et enlève à notre jeunesse ce qui lui est essentiel : **l'espoir et la confiance.**

A l'opposé de ceux qui disent : "nous n'y pouvons rien", nous pensons qu'il y a des solutions pour satisfaire les besoins humains, à condition de ne pas faire de la rentabilité financière le moteur principal de l'économie.

C'est pourquoi, nous vous soumettons un contrat de législature pour sortir de l'impasse. Il s'appuie sur les six propositions pour la FRANCE, présentées par le Parti Communiste Français. Ces propositions ont trait à la sauvegarde de l'emploi, au progrès social, à la protection de l'environnement, à la démocratisation des institutions en France et en Europe.

Avec  
**Michel BLONDE  
et Jean LOZIER**  
Pas de Fatalisme !

**Faites-vous entendre le 21 Mars !**



# Contrat de législature

## 1 • AGIR POUR L'EMPLOI

En rassemblant largement les gens, quelques soient leurs opinions politiques, pour le maintien et le développement de l'activité industrielle dans l'agglomération grenobloise et la Matheysine, pour l'artisanat, le commerce de proximité, l'agriculture et le tourisme dans les régions du Vercors, du Trièves, de l'Oisans et de la Matheysine. A La Mure, les houillères doivent poursuivre et étendre leur activité.

## 2 • AGIR POUR LA JUSTICE SOCIALE

Les moyens de la solidarité existent en France. Il est urgent de taxer les revenus financiers au même taux que les cotisations salariales. Cela rapporterait 65 milliards de Francs par an. **Réduire** le temps de travail, **augmenter** les salaires, **aider** les petits commerçants artisans et agriculteurs, **préserver** et **étendre** les droits des salariés et des retraités c'est oeuvrer pour la solidarité nationale et la justice sociale.

## 3 • AGIR POUR LE RESPECT DE LA NATURE ET DE L'ENVIRONNEMENT

Améliorer la sécurité, les conditions de travail, réduire la pollution sont indispensables pour permettre à l'économie moderne de se développer. Vivre et travailler au Pays, c'est protéger la nature de nos campagnes et de nos montagnes. Développer les transports en commun et les transports ferroviaires, adapter le réseau routier aux besoins régionaux, c'est lutter contre les gaspillages et les spéculations financières du lobby autoroutier. C'est pourquoi, nous sommes opposés à l'autoroute A 51 Ambérieu- Grenoble- Sisteron. Il est urgent de réaliser les voies routières de désenclavement et de contournement permettant de meilleures dessertes locales, plus rapides et plus sûres.

## 4 • AGIR POUR LE SERVICE PUBLIC

La loi du profit rapide et maximum attaque le service public. L'école, l'Université, la Culture sont touchées et le secteur de la Santé n'est pas épargné. Les réductions budgétaires envisagent notamment de réduire les moyens mis à disposition des hôpitaux de La Mure et d'Echirolles.

Il ne peut y avoir de relance de l'économie et du progrès sans renforcer et moderniser le service public. Cela passe par des moyens financiers, le respect de la démocratie locale, l'autonomie communale et la coopération intercommunale librement choisie.

## 5 • AGIR POUR LA PAIX ET LA JEUNESSE

Alors que le progrès des sciences et des techniques ouvre les portes de l'avenir à la jeunesse, celle-ci est victime d'une crise politique et sociale sans précédent. Il est urgent d'inverser les priorités économiques. Il ne faut pas travailler pour faire du fric, mais travailler pour satisfaire les besoins humains. Ceux de la Paix et de la Jeunesse sont prioritaires. Ils passent par l'Europe des peuples et de la coopération. Ils ne passent pas par la déréglementation du traité de Maastricht et le développement de la concurrence sauvage.